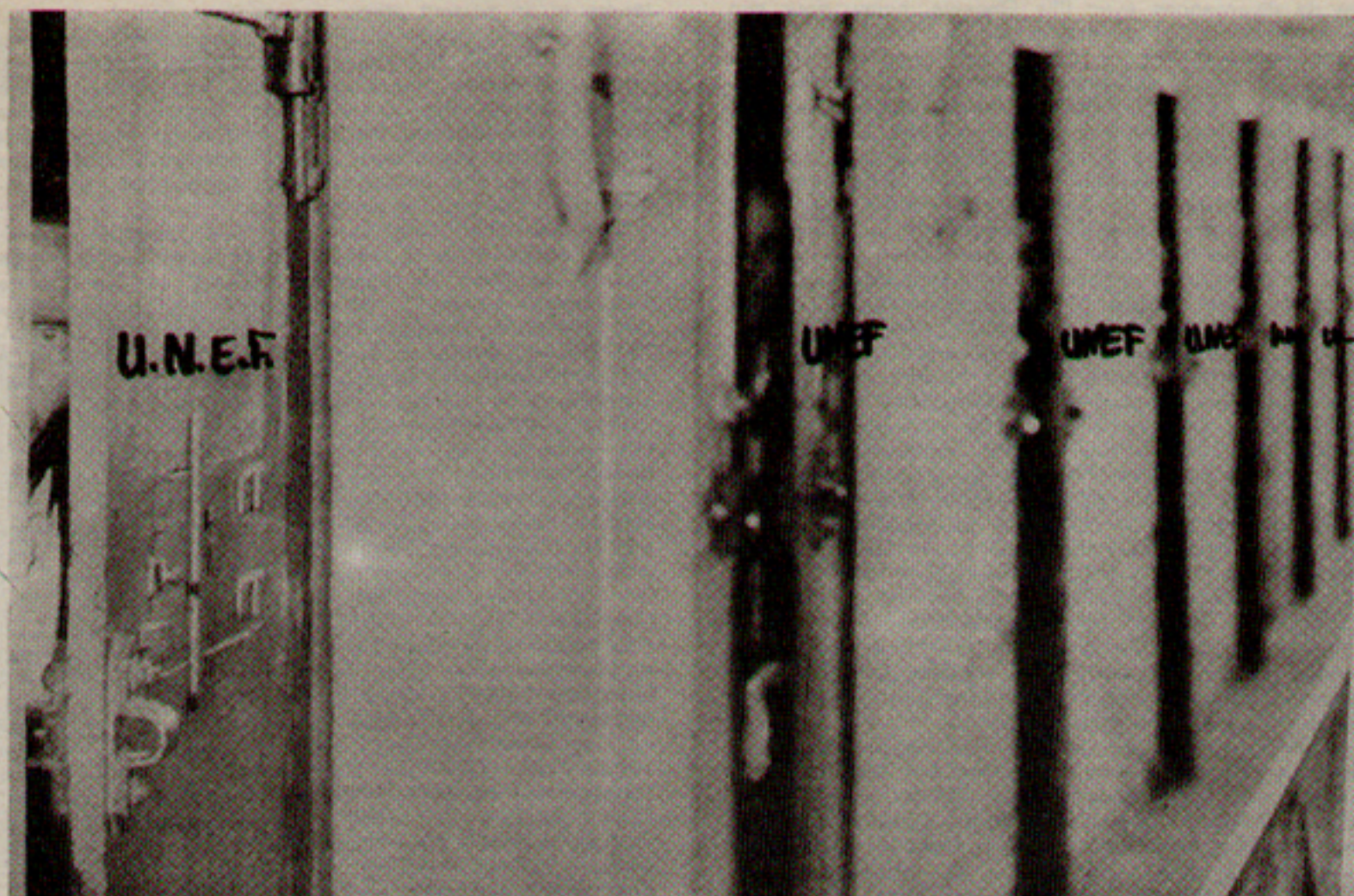


u.n.e.f.

58^e

congrès



Pressé de donner son avis sur le 58^e Congrès de l'U.N.E.F., le Président Mao aurait pu répondre en citant ce vieux conte mandchou :

« Trois marchands associés convoitent — chacun pour lui-même — une vieille veste élimée, mais ayant appartenu à l'Empereur de Chine. Après bien des tractations, les trois hommes, fous de convoitise, se saisissent chacun d'un pan de la veste et tirent dans leur direction. Finalement, chacun s'enfuit avec un lambeau de vêtement. »

A Orléans, trois groupes politiques (le P.S.U., l'U.E.C., l'A.J.S.) ont lutté quatre jours et cinq nuits pour conquérir un sigle qu'ils croient encore prestigieux. Mais les procédés auxquels il leur faut recourir pour s'en emparer discréditent le sigle et eux-mêmes. Finalement, le vainqueur détient tout autre chose que ce qu'il avait espéré.

L'U.N.E.F. ECLATEE

Le 58^e Congrès a confirmé l'éclatement de l'U.N.E.F. L'U.N.E.F., comme entité spécifique, n'existe plus. En réalité, il y a quatre U.N.E.F. rigoureusement distinctes : l'U.N.E.F. pour son **Renouveau** « animée » par l'Union des Etudiants communistes ; l'U.N.E.F. pour son **Unité** « animée » par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme ; l'U.N.E.F. pour le **Front uni** « animée » par les militants des cercles « Humanité Rouge » ; et l'U.N.E.F. du **Bureau national** « animée » par les étudiants du P.S.U.

Ces tendances sont strictement inconciliables : leurs orientations en milieu étudiant sont déterminées par des stratégies politiques globales radicalement opposées :

- L'U.E.C. applique la stratégie du P.C.F. à l'Université : à la faveur de la crise ouverte en Mai, il s'agit de gagner le contrôle de l'institution universitaire en s'emparant des Conseils de gestion. L'U.N.E.F.-Renouveau joue donc pleinement le jeu de la participation. De fait, elle constitue avec le S.N.E.S.-Sup, l'instrument direct de la loi d'orientation.
- L'A.J.S. se situe dans la perspective de « l'imminence de la Révolution ». La crise révolutionnaire peut éclater demain comme dans trois ans. Personne ne sait d'où viendra l'étincelle qui mettra le feu à la plaine. Elle peut venir une fois encore du mouvement étudiant. Il s'agit donc de la susciter. Mais l'A.J.S. a une conception bien définie de l'embarquement : il ne s'agit pas de l'effet contagieux de « luttes exemplaires » se propageant au terme d'une épreuve de force entre le mouvement étudiant isolé et l'Etat, comme en Mai 68. L'embarquement sera « intersyndical » ou ne sera pas : les étudiants en lutte entraîneront les syndicats enseignants qui entraîneront eux-mêmes les syndicats ouvriers : l'objectif que l'A.J.S. assigne aux **luttes étudiantes, c'est de déclencher un nouveau cortège du 13 mai 1968, sans passer par la nuit des barricades.**
- « L'Humanité Rouge » se targue d'avoir une ligne étudiante élaborée, consignée dans une savante brochure. Mais la déliquescence de ce mouvement est telle que dans la pratique les étudiants de « H.R. » s'alignent le plus souvent sur les mao-spontex ou sur les anarcho-maoïstes de la gauche prolétarienne. Ils s'embront, tour à tour, dans toutes les variétés de l'ultra-gauchisme étudiant : populisme, putschisme, « destruction de l'Université », etc.
- Quant au P.S.U., s'il a une compréhension plus claire du rapport de force actuel entre les classes et des modalités d'insertion des luttes étudiantes dans le champ politique français, il dissipe ses maigres forces en se cramponnant à l'appareil de l'U.N.E.F.

UN PSEUDO-CONGRES

Cet éclatement de l'U.N.E.F. s'est imposé comme une vérité d'évidence au Congrès d'Orléans. Il apparaît en clair dans la configuration même de la salle : les 300 participants ne forment pas une assemblée des militants de l'U.N.E.F. ; chaque tendance siège séparément dans un angle opposé de la salle. Les groupes protègent jalousement leur « pureté » contre toute intrusion étrangère. Pour se prémunir, ils placent entre eux le maximum d'espace vide. Aussi du premier coup d'œil, l'observateur le moins averti peut se rendre compte qu'il n'assiste pas au Congrès d'une organisation, mais à l'affrontement de quatre organisations irréconciliables dont la présence commune dans une même salle n'a pour unique raison que leur volonté de s'emparer du sigle U.N.E.F. ou de ne pas le laisser accaparer par une tendance adverse.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que ce « Congrès » ne ressemble en rien à un Congrès ordinaire. Ici, pas de réels débats, ni de travail en commission. Les groupes en présence ne sont pas venus pour théoriser l'expérience d'une année de lutte ni pour élaborer ensemble l'orientation à venir. Ils sont venus pour échaffauder ou pour mettre en échec des combinaisons. D'où le tour très particulier que prennent les débats : une curieuse dialectique s'établit entre les gradins et la tribune : de deux choses l'une : ou bien l'intervenant est un obscur raseur de base — et alors tout le monde roupille ; ou bien il s'agit d'un « ténor » de l'un des groupes en présence — et alors son discours est écouté avec attention : non pour lui-même ; mais parce que chaque groupe guette le membre de phrase qui permettra son intervention. Dès qu'une phrase propice surgit, un premier groupe se lève, scandant un slogan pour se rasseoir ; un second groupe prend le relais avec son slogan spécifique ; puis un troisième ; puis un quatrième ; puis les quatre à la fois hurlant le même mot d'ordre ou quatre mots d'ordre différents. Après quoi, tout le monde se rasseoit et chacun guette la prochaine occasion. Pendant cinq jours, le Congrès de l'U.N.E.F. a été cet étrange chœur parlé. Il est vrai que l'essentiel ne se passait pas dans la grande salle. La véritable partie se jouait dans les couloirs.

LES MISES ET L'ENJEU

L'enjeu est donc l'appareil de l'U.N.E.F. Pour le P.S.U., tenant du titre, il s'agit de le conserver. Pour l'U.N.E.F.-Renouveau, principal challenger, il s'agit de s'en emparer. Pour l'A.J.S., il s'agit de prendre pied solidement au Bureau national, dans le cadre d'une belle et bonne alliance avec le P.S.U. Pour « H.R. », il s'agit d'empêcher les combinaisons précédentes et d'obtenir l'exclusion des « Kollabos ».

Quelques semaines avant le Congrès, la direction du P.S.U. est très inquiète. On assiste un peu partout à une certaine remontée de l'U.N.E.F.-Renouveau qui menace gravement la position du Bureau national.

Le B.N. du P.S.U. décide d'appeler l'A.J.S. à la rescousse. Une entrevue Berg-Heurgon est organisée. Une alliance anti-U.E.C. est conclue, moyennant la participation de l'A.J.S. au futur bureau national. La direction de l'A.J.S. jubile. Mais les cellules étudiantes du P.S.U. valent difficilement la coulèure. Les motions (très violentes) pleuvent sur la direction du P.S.U. Il faut deux réunions nationales pour faire (imparfaitement) passer la pilule. Des accords de désistements réciproques sont conclus dans les facultés. L'A.J.S. en sera la principale bénéficiaire.

Mais l'avance de l'U.N.E.F.-Renouveau s'avère vite beaucoup moins fulgurante que le B.N. de l'U.N.E.F. ne l'avait cru initialement. Et surtout, l'U.N.E.F.-Renouveau ne semble nullement disposée à faire sécession. Le P.C. ne veut pas de scission pour l'instant. L'U.N.E.F.-Renouveau ne dispose pas d'une équipe de direction assez solide pour se constituer en mouvement indépendant. Son statut actuel lui confère tous les avantages d'une organisation indépendante en lui épargnant tous les inconvénients. Elle a tout loisir d'appliquer une orientation autonome et peut rejeter les échecs du mouvement sur le Bureau national et les gauchistes. Le P.C. entend prolonger cette situation confortable jusqu'au jour où le renforcement de l'U.N.E.F.-Renouveau et l'affaiblissement des gauchistes lui permettra de cueillir l'U.N.E.F. comme un fruit mûr.

Aussi est-il possible de triturer gaillardement la représentation de l'U.N.E.F.-Renouveau : la « tendance » protestera mais ne s'en ira point.

Les séances de validation furent fraîches et joyeuses comme les élections corses. Les choses se firent en deux temps. D'abord on invalida. L'A.J.S. n'ayant pas joué le jeu jusqu'au bout, les résultats furent défavorables au Bureau national : A.J.S. : 37 % ; P.S.U. : 24 % ; H.R. : 18 % ; U.N.E.F.-Renouveau : 19 %. Alors on valida les Comités d'Action demandant leur reconnaissance : les proportions furent ainsi heureusement rectifiées : A.J.S. : 36 % ; P.S.U. : 34 % ; H.R. : 15 % ; U.N.E.F.-Renouveau : 15 % (1).

Le danger U.N.E.F.-Renouveau étant provisoirement résorbé, l'alliance avec l'A.J.S. n'avait plus de sens pour le Bureau national.

LA COMBINAISON GAGNANTE

Après les secondes validations, le jeu devient simple : quatre forces politiques inégales sont en présence. L'A.J.S.

détient le maximum de mandats ; mais (au même titre que l'U.N.E.F.-Renouveau), il s'agit d'un « corps pur », c'est-à-dire non susceptible d'entrer en combinaison avec une autre des forces en présence. L'A.J.S. a 36 % des mandats ; mais elle n'aura pas une voix de plus. Le P.S.U., par contre, peut bénéficier des voix d'« H.R. ». L'extrême déliquescence d'« H.R. » en fait un partenaire inoffensif, donc recherché. Une alliance P.S.U.-H.R. représente 49 % des mandats. Mais « H.R. » se fait tirer l'oreille : d'abord elle ne veut pas participer au Bureau national ; ensuite, elle ne sait même pas si elle veut le soutenir. Le P.S.U. lui semble trop opportuniste. Il n'a pas fait la preuve de son **antirévissionisme conséquent**. Or, « H.R. » ne saurait soutenir qu'un Bureau national résolument antirévissioniste.

Dès lors, la ligne de conduite du P.S.U. est claire : il s'agit de démontrer la fermeté de son « antirévissionisme » : Les étudiants du P.S.U. acclament frénétiquement la délégation albanaise. Leurs dirigeants épinglent à leur boutonnière l'insigne des Jeunesses du Parti Albanais du travail ! Les slogans criés sur les bancs du P.S.U. trouvent souvent un écho favorable sur les gradins du P.S.U. Mais tout ceci ne suffit pas. « H.R. » a une idée fixe qui prend l'allure d'une véritable manie : exclure l'U.N.E.F.-Renouveau. Pour ou contre l'exclusion des Kollabos, tel est le point de clivage entre antirévissionnistes conséquents et faux antirévissionnistes. Qu'à cela ne tienne : après un savant calcul, le P.S.U. accepte de soutenir une motion réclamant l'exclusion des « participationnistes » : voteront contre cette motion, l'A.J.S. et l'U.E.C. (51 %). Voteront pour : le P.S.U. et H.R. (49 %). La motion n'a aucune chance de passer. L'U.N.E.F.-Renouveau restera dans l'U.N.E.F. Mais le P.S.U. aura fait le geste de bonne volonté qu'H.R. exige de lui et bénéficiera de ses voix !

Reste à trouver des candidats pour le Bureau national, et surtout un président. Les volontaires ne se pressent pas au portillon. Aucun individu sensé ne veut être le président de cette caricature d'U.N.E.F. Finalement, on déterre le président de l'A.G. de Poitiers. Nul ne le connaît. Nous ne l'accablerons pas : Honneur au courageux malheureux !

UN BUREAU DE GESTION DE LA CRISE

Le Bureau national élu par le 58^e Congrès se proclame lui-même « Bureau de gestion de la crise ». Il est mandaté pour promouvoir la lutte contre la participation et la sélection, et pour organiser dans toutes les facultés des Assemblées étudiantes s'interrogeant sur la nature de la crise et les moyens de la surmonter.

Nous allons, pour notre part, dès notre prochain numéro, aborder ces questions. L'éclatement du mouvement étudiant unitaire est un phénomène international dont nous avons analysé les ressorts objectifs dans « le deuxième souffle » (Cahier Rouge N° 12). Mais si l'éclatement du mouvement étudiant est inévitable, les formes spécifiques de sa crise ne sont pas identiques de pays à pays. En particulier, il n'y a aucune raison pour que le mouvement étudiant français s'émiette jusqu'à sa totale paralysie comme en Italie, en Allemagne ou en Amérique du Nord. Car la structure du mouvement étudiant français est différente : le rapport de force entre les **groupes révolutionnaires étudiants** (spontex, situationnistes, anarcho-maoïstes), porte-paroles directs de l'idéologie du milieu étudiant radicalisé, et les **groupes politiques révolutionnaires** (Ligue Communiste, A.J.S., E.S.U., etc.) est plus favorable aux seconds que partout ailleurs.

Ces groupes politiques, chacun à sa manière, s'efforcent de donner un second souffle au mouvement révolutionnaire dans les facultés en lui permettant de se dépasser comme mouvement étudiant. Notre proposition de front unique des groupes d'avant-garde contre l'Université disciplinaire a entre autres choses pour but de tester les possibilités de ces groupes à enrayer la crise en débloquent la situation. Mais nous reviendrons là-dessus dans notre prochain article.

Henri WEBER.

(1) Les procédures électorales à l'U.N.E.F. sont à peu près aussi régulières qu'à la Réunion. Le B.N. annonce 30.000 cartes placées. Au Congrès, un mandat représente 10 cartes. Au total, il y a 1.800 mandats, c'est-à-dire 18.000 adhérents représentés : où sont passés les 12.000 autres ? Invalides ? Personne ne peut vérifier la représentativité des « cartes placées ». Une carte coûte 7 F. De nombreuses cartes, payées, ne correspondent à aucun adhérent : exemple : l'A.J.S. a payé 510 cartes (1) pour les Beaux-Arts de Paris ; il n'y a pas 50 Unéfiens à l'école !